

## Compte Rendu – Grand Débat National à Pietrosella Thématique : Démocratie et citoyenneté Jeudi 21 février 2019

### CONTRIBUTIONS SUR LE THEME : LE VOTE

#### Le vote blanc

- Mme la Députée : j'ai participé à de nombreux débats ces derniers temps et cela revient à chaque fois, c'est unanime : tout le monde souhaite la reconnaissance du vote blanc.
- Jean-Michel (ancien élu) : l'idée apparaît bonne mais que fait-on quand le nombre de votes blanc dépasse une certaine limite ? Ou alors il faut mettre un taux de vote blanc annulant le vote assez élevé.
- Anonyme : s'il faut reconnaître le vote blanc, il faut le reconnaître à un niveau très important, au moins 50%.
- Catherine (LaRem) : J'entends se plaindre que le président a été élu avec seulement 18% des inscrits mais tous les présidents que nous avons eu depuis 30 ans n'ont pas eu plus d'inscrits, parce que nous avons une offre très importante de candidats, 11, 12 au premier tour et c'est très bon signe. Dans les pays où les présidents sont élus avec 80% des inscrits c'est souvent qu'il y a un candidat unique.
- Catherine (LaRem) : avant 2014 le vote blanc était comptabilisé avec les votes nuls, ce n'était pas très bien. Aujourd'hui il est comptabilisé à part mais il ne fait pas parti des suffrages estimés donc je m'interroge quant à l'utilisation qui serait faite, d'abus, ce vote blanc qui pourrait faire annuler une élection, une fois, deux fois, etc. Je ne vois pas trop l'intérêt. Cependant notre mode de scrutin à ses avantages et a aussi beaucoup d'inconvénients.

Je voudrais partager avec vous un autre mode de scrutin que j'ai vu sur internet, certainement pas pour demain mais on peut commencer à y réfléchir. Cela s'appelle le mode par jugement majoritaire : il s'agit de donner une appréciation à chacun des candidats, 7 appréciations (excellent, bien, passable etc) il n'y a donc plus de votes par opposition c'est un véritable jugement qu'on donne à chaque candidat. On peut commencer à y réfléchir.

#### Le vote obligatoire

- Mme la Députée : concernant le vote obligatoire, les jeunes pensent que ce n'est pas une obligation mais un droit. Si on se risque à les forcer à voter, ils feront exprès d'aller voter n'importe quoi pour pénaliser le système.
- Jean-Michel (ancien élu) : sur les populations jeunes je suis convaincu qu'ils iront voter exprès dans les extrêmes parce qu'on les aura obligés à voter. Et ce sera plus de 50% de la population jeune donc potentiellement catastrophique. Il faut anticiper les conséquences avant de mettre en place ce système.
- Anonyme : prenons l'exemple de la Belgique, où le vote est obligatoire. Aux dernières européennes, le taux de votants était de près de 90%. En France entre 50 et 60%, il faut se poser les bonnes questions. Je ne pense pas que la solution soit de rendre le vote obligatoire.
- Nathalie (conseillère municipale) : le vote obligatoire cela me gêne beaucoup. Le rendre obligatoire c'est un signe de faillite, il faut donner le goût, il faut donner envie de la chose publique, de la chose politique aux jeunes, sans passer par l'obligation.
- Militant syndical et ex élu : j'œuvre beaucoup dans le cadre de la solidarité, je veux partager avec vous mon expérience. La démocratie dans une entreprise elle existe aussi, notamment parce qu'il y a des organisations

syndicales et des élections, un mode de fonctionnement qui s'appelle le dialogue social dans une entreprise. Pour qu'un accord soit mis en œuvre, il faut que la majorité des organisations syndicales le signe, mais aussi qu'elles représentent plus de 50% du personnel.

Ma proposition : à partir du moment où quelqu'un est élu pour qu'il puisse faire passer son projet, il faut qu'il ait 50% +1, des inscrits et non des votants. A ce moment-là la reconnaissance du vote blanc est très importante.

Je suis pour le « convaincre et pas contraindre ». L'obligation conduit à l'échec automatique, conduit les gens à voter le contraire de ce qu'ils pensent, on le vit dans les entreprises. Souvent les gens votent non pas par conviction mais par opposition. C'est dans la proximité, dans le débat, dans la façon de présenter les projets qu'on s'aperçoit si les citoyens ont envie ou pas envie de faire.

### La proportionnelle

- Jacques (militant de gauche) : Personnellement j'ai conduit une liste aux élections territoriales, on a fait 5,87% des voix, je ne suis pas élu car il n'y a pas la proportionnelle. Avec la proportionnelle on avait trois élus.
- Intervention anonyme : moi je suis contre la proportionnelle, parce que ça remettrait en cause la possibilité d'interroger les citoyens sur les lois.
- Laetitia (militante LaRem) : Moi ma peur serait qu'il n'y ait plus d'élection, une dose de proportionnelle c'est du bon sens pour qu'une partie de la population soit écoutée. Maintenant trop de proportionnelle je ne suis pas pour non plus. J'aurais peur aussi que mon avenir et celui de mes enfants soit entre les mains de personnes qui n'aient pas les connaissances suffisantes.
- Mme la Députée : je suis pour mais je serai pour la proportionnelle intégrale, même pour les législatives. Mais si on avait la proportionnelle aujourd'hui, la deuxième force qu'on aurait au parlement ce serait le FN. C'est un choix de société à faire. Par exemple, le projet de réforme constitutionnelle qu'on devait faire passer au mois de juillet, il y avait une proposition de dose de proportionnelle qui était à un taux relativement faible, on peut se demander à quoi ça sert ? Personnellement, pour les législatives j'aimerais que ce soit comme pour les sénatoriales, il y a une liste départementale, on a la proportionnelle, sont élus à un seul tour une liste de proportionnelle, cela paraît plus juste mais il faudra en assumer les conséquences et c'est cela qui me pose plus de problèmes.

### CONTRIBUTIONS SUR LE THEME : PARTICIPATION CITOYENNE

- Militant (gauche) : On pourrait relier les deux thèmes du débat de ce soir : écologie et démocratie. Et celui qui fait la liaison c'est Nicolas Hulot lorsqu'il démissionne il dénonce l'importance des lobbies dans les choix politiques. Dans ce débat, le mot « démocratie » ne sonne pas bien. On a parlé de beaucoup de traités au cours de ce débat, par exemple celui de Maastricht, où les gens ont fait un choix démocratique et on se rend compte qu'il n'a pas été pris en compte. Et maintenant on se pose la question de compter le vote blanc, on s'aperçoit que beaucoup ne vont pas voter... Emmanuel Macron a été élu avec 18% des inscrits, cela révèle un malaise démocratique. On s'étonne du désintéressement à la politique par le peuple mais quand ils votent, leur avis n'est pas pris en compte.

J'étais en Grèce en 2015, la veille du référendum sur l'austérité et je me rappelle d'une phrase de Jean-Claude Juncker : « *les choix démocratiques ne doivent pas aller à l'encontre des traités européens* ». Mme la Députée vous nous avez souvent donné l'argument de « ce n'est pas nous, c'est l'Europe ».

Entre les lobbies, les directives de l'Europe et le non-respect des choix démocratiques des citoyens je me pose la question : est-ce qu'on a peur des citoyens ? Est-ce qu'on ne veut pas faire disparaître la démocratie ?

- Jean-Baptiste (élu) : On (les maires) a la possibilité si on œuvre comme il le faut, d'associer la population à travers nos conseils municipaux, de consulter les gens, de mettre les projets sur la table, de faire œuvre de démocratie, de discuter les projets avec eux, de les revoir s'il le faut etc. Inclure dans les débats les personnes qui souhaitent s'exprimer oui, mais tirer au sort des gens, qui n'ont pas souhaité participer dans le cadre des règles définies par tous et pour tous, et que ces gens arrivent pour donner leur avis après coup. Non, la légitimité

qui nous ait donnée à travers le suffrage universel et il faut la respecter, du moment que nous faisons notre travail dans la démocratie et la transparence. Sinon on remet en cause la démocratie.

- Mme la Députée : depuis le début du mandat il y a eu différents appels à contribution qui ont été faits, sur la loi sur la mobilité, les retraites, la bioéthique, l'Europe. Vous aviez la possibilité de vous exprimer sur tous ces sujets là avant que le projet de loi soit fait. Depuis 18 mois il y a plus de cinq appels à contribution qui ont été faits.
- Réactions :
  - Encore faut-il le savoir. Ce n'est que sur internet c'est ça ?
  - Je suis adhérente LaRem, militante et je ne suis pas au courant.
  - (Mme la Députée) : Il y a peut-être un gros problème de communication, puisque personne n'est au courant. Peut-être que sur les chaînes comme BFM etc ce n'est pas la bonne information qui passe...
  - Oui mais sur quels sites ?
  - (Mme la Députée) : Sur les sites des ministères.

### Peu de jeunes participent à la vue citoyenne : une question d'éducation ?

- Anonyme : si on rend obligatoire le vote, les jeunes vont voter les extrêmes, cela m'effraie. Est-ce que ce n'est pas la faute des enseignants, de l'éducation nationale ? Font-ils bien leur travail ?
- Mme la Députée : concernant le problème du vote et des jeunes : « il y a un problème avec l'éducation nationale, ils ne sont pas assez informés de l'actualité politique, de la citoyenneté ».
- Hélène (ex éducation nationale, employée communale, médiathèque...) : Ce qu'on constate c'est que les enfants, beaucoup sont déconnectés de la réalité, pour ma part j'en ai deux, un curieux et intéressé, et l'autre pas. Pourtant nous parlons de tout à la maison mais aujourd'hui je me demande, si nous lui donnons l'occasion de voter, mais qu'est ce qui va en sortir ? Quand vous demandez à des gens d'avoir une opinion, encore faut-il qu'ils sache de quoi on parle ? On ne sait pas. Le mur de Berlin, ils ne savent pas, la Shoah n'a pas de réalité pour eux.

Il y a un problème aussi de prise de parole des enfants. Quand est-ce que vous voyez, dans nos institutions, un moment où véritablement, pas une fois tous les six mois pour faire genre, on demande aux enfants de s'exprimer ? Et de poser des questions sur le monde dans lequel ils vivent ? Moi si mon fils me pose la question, je peux répondre, mais beaucoup de parents ne peuvent pas répondre.

Quand vous avez 50ans, que vous avez été politisé à 14ans mais qu'aujourd'hui vous vous demandez « à quoi ça sert que je vote ? » c'est inquiétant. Aujourd'hui qu'on soit de droite ou de gauche, c'est la même chose.

Un des trucs essentiels aujourd'hui c'est de récupérer la jeunesse, lui donner l'occasion d'avoir la parole dès tout petit.

- Laetitia (militante LaRem) : Oui il faut éduquer les enfants avec l'éducation civique parce qu'effectivement, peu de personnes s'expriment car elles n'ont pas les clés pour comprendre ou pour s'exprimer.

### Inclusion des citoyens dans l'écriture des textes

- Question anonyme à Mme la Députée : avez-vous déjà demandé leur avis aux citoyens lorsque vous votez une loi ?
- Mme la Députée : Je fais régulièrement des réunions citoyennes pour associer « qui veut » aux réflexions. Non pas sur les textes (sauf quand il s'agit de syndicats) mais sur les thématiques pour qu'ils me donnent leur ressenti et m'aider dans ma réflexion. On me demande peu de participer à l'écriture des textes mais beaucoup d'intervenir à l'aide des questions écrites.

Le principe des questions écrites : Poser une question bien spécifique à un ministre sur un thème bien précis, la question est publiée au Journal Officiel et le ministre à « obligation » de répondre dans un délai de deux mois. Ceci fonctionne beaucoup.

- Réponse anonyme : ils ne sont pas intéressés à l'écriture peut être simplement parce qu'on ne les a pas initiés.
- Intervention anonyme : Il me semble nécessaire que vous demandiez l'avis aux personnes que vous représentez lorsque que vous votez une loi. Les moyens de communication sont tellement importants aujourd'hui qu'il me

semble facile de mettre ceci en place. Vous représentez une population vous devez l'écouter, la suivre. Si vous votez une loi, si elle est contraire à votre groupe de rattachement, vous devez voter contre.

- Réponse de Mme la députée : il m'est arrivé de prendre des positions contraires à celles du gouvernement notamment sur l'immigration, lorsque je considérais que certains sujets ne me semblaient pas adaptés à mon territoire. Je suis une élue de la majorité, je soutiens le programme pour lequel je me suis engagée, à partir du moment où la loi respecte ce pour quoi je me suis engagée et le programme du président, j'ai été élue pour la mettre en œuvre.

### RIC (Référendum d'initiative citoyenne)

- Jean-Michel (ancien élu) : Le RIC ou votation d'initiative populaire (Suisse) : quand on a un referendum avec une seule question, l'électeur vote quoi ? La réponse à la question, son soutien au gouvernement, ou l'inverse ? Les ¾ des gens ne répondent pas à la question mais, pour ou contre, la personne qui l'a posée. Si cela doit avoir lieu, localement pourquoi pas mais pas au niveau national.
- Anonyme : il ne faut pas demander à la population de choisir sur des sujets trop techniques où ils ne maîtrisent pas le sujet.
- Laetitia (LaRem) : trop de démocratie ne peut-il pas mener à altérer notre liberté ? Par exemple la loi anti IVG, un référendum pour cela ? Le referendum à ses limites concernant les droits fondamentaux (mariage pour tous, peine de mort) il y a des droits aujourd'hui qui me semblent fondamentaux, est ce qu'on les soumet à la volonté populaire de tous ?

### CONTRIBUTIONS SUR LE THEME : IMMIGRATION

- Militant (Gauche) : Le thème identitaire et celui de l'immigration, pourquoi est-ce qu'on met cela sur la table ? Est-ce que c'est fait pour qu'on regarde ailleurs plutôt que vers les vrais problèmes, Je ne sais pas. Aborder ces termes peut être très dangereux dans un débat citoyen. Sur l'immigration on pointe trop souvent du doigt les migrants, les immigrés, comme les problèmes de tous nos maux alors que certains sont payés 800€ à la seconde et d'autres au mois. Il y a un vrai problème d'inégalités.
- Jacques (militant de gauche) : ce qui me gêne c'est qu'on ne parle pas de la méditerranée et de ce qui se passe actuellement. Il y a 2817 personnes qui sont mortes l'an dernier dans la misère, je pense qu'on peut dire que nous (l'occident, les pays riches) y sommes pour quelque chose. Actuellement on est en train de les laisser mourir dans cette méditerranée, avec la plus grande indifférence, on n'a même pas donné le droit de pavillon à l'Aquarius, on aurait été capable de sauver quelques vies tous les mois, c'est la preuve d'une inhumanité sans précédent.

Je travaille beaucoup sur l'Afrique, dans le cadre de mon engagement associatif et là j'ai compris beaucoup de choses. J'ai compris le rôle que nous jouons, certains qui jouent un grand rôle politique dans notre pays. Et je pense à des gens comme Bolloré mais je pourrais en citer beaucoup. Si vous allez au Burkina Faso vous verrez que tout appartient à Bolloré, les gens n'ont absolument rien, ils quittent l'Afrique pour essayer de rejoindre l'Eldorado qui est l'occident et nous on les laisse mourir là. Il y a un grave problème qui se pose, il va falloir changer notre regard vis-à-vis de ces migrations, nos pays riches ne répondent pas comme ils doivent répondre face à ces besoins d'humanité.

- Laetitia (militante LaRem) : Concernant les migrants, malheureusement la Corse ne peut pas accueillir de migrants, pas au sol, il faut réfléchir à l'avenir. Comment les accueillir sur terre ? Dans nos familles ?
- Catherine (LaRem) : j'ai récemment vu un reportage sur l'Ethiopie, concernant les flux d'humains qui veulent fuir la misère. C'est un pays en développement, l'investissement qu'ont fait les Français ou d'autres dans ce pays fait qu'il y a une croissance, du coup il y a beaucoup moins de gens qui quittent l'Ethiopie pour essayer de rejoindre l'Europe. Notre président a fait une intervention lors d'un sommet il y a quelques mois où il demandait à tous les dirigeants de pays riches de développer l'Afrique, pour que la population puisse y travailler, ça me paraît important.

- Jacques (élu) : c'est vrai qu'il y a de la misère en méditerranée, il y a des paysans qui n'arrivent pas à vivre de leur travail dans la terre. On a oublié de s'intéresser à nos français qui ne s'en sortent pas de leur travail d'entreprise, sur la terre, de leur situation sociale, on a oublié de s'intéresser à eux et il y a des gens qu'on appelle des populistes qui leur tiennent des discours et qui les attirent. Alors effectivement si on les laisse faire et prendre 25% de la population parce qu'il n'y a qu'une partie des gens qui vont leur parler forcément la proportionnelle qu'on aura ne nous plaira pas mais en même temps il faut aller voir ces gens-là et trouver des solutions pour les sortir de leur misère, et ensuite on reprendra la discussion sur l'organisation du travail, de la compétition vis-à-vis des pays étrangers. On reverra la population de la France par rapport à ses ressortissants. On a la vision que c'est la France qui sauvera le monde mais on a des gens qui crèvent de faim chez nous et il faut d'abord s'en occuper et trouver des solutions pour eux et après on ira s'occuper des autres pays. Ce n'est pas normal de les laisser et de les abandonner à un seul parti.

## CONTRIBUTIONS SUR LE THEME : DEMOCRATIE ET POLITIQUE

- Jacques (militant de gauche) : on parle de démocratie mais quand on voit nos médias aujourd'hui en France. BFM, tous les jours, du matin au soir, quand on voit cette réalité. Au lendemain de la seconde guerre mondiale Anatole France disait : Le capitalisme a compris au moins une chose, c'est que pour avancer il faut qu'il puisse avoir les médias, et donc il achète les médias ». Et c'est ce qu'il fait, aujourd'hui il n'y a plus de pluralisme, vous parlez des jeunes, mais comment voulez-vous que les jeunes aujourd'hui se fassent une opinion ? Ils ne savent même pas ce qu'est la sécurité sociale, parce qu'on leur cache la sécurité sociale.

Il y a un décalage énorme entre le peuple et les élites, y compris les élus. Quelles différences font les gens entre Sarkozy, Hollande et Macron ? Aucune. C'est la raison des gilets jaunes.

En Corse aujourd'hui, c'est une personne sur quatre, qui vit dans les terres, sous le seuil de pauvreté. Cette réalité pose la question de la démocratie. Les extrêmes percent en Europe, on est en train d'installer, 50 ou 60 ans après la seconde guerre mondiale une situation qui risque de nous amener à des situations qu'on ne voudrait pas connaître.

Pourquoi l'absence de démocratie ? Parce qu'on n'écoute pas les gens, aujourd'hui quand les gens s'expriment on répond comment ? Depuis mai 68 il n'y a jamais eu autant de blessés... Il y a des gens qui sont dans une détresse ultime, des parents qui ne peuvent pas nourrir leurs enfants, et de l'autre côté, on supprime l'impôt sur la fortune. La 1<sup>ère</sup> revendication de ces gens-là : rétablir l'ISF, pour rétablir l'équilibre.

Les liens avec les lobbys, pharmaceutiques ou autres, il y en a en pagaille, et on vient nous parler de la démocratie ? La démocratie s'est déjà ça !

- Jean-Baptiste (élu) : ce qui me gêne dans la démocratie aujourd'hui et ce qui ressort de cette consultation c'est que, grand nombre de gens sont exclus de la vie publique. Aujourd'hui les gens n'ont pas la possibilité, même s'ils le souhaitent, d'œuvrer à l'intérêt collectif.

On se retrouve à faire de la politique à quelques castes, les fonctionnaires, les professions libérales. On exclut même de façon générationnelle les jeunes, parce qu'ils n'ont pas les moyens, on se retrouve avec beaucoup de retraités qui font de la politique.

Effectivement la France est un pays où la démocratie vit mais pour autant il faut qu'on puisse donner les moyens, à toutes et à tous ceux qui ont envie de venir faire de la politique, l'occasion de le faire. La politique n'est en aucun cas de la technocratie. La démocratie c'est la représentation du peuple, c'est la personne qui est en capacité de porter un projet, après pour le mettre en œuvre, il choisira des techniciens spécialisés.

C'est ce qui me gêne aujourd'hui, on transfère la démocratie aux élites capables de réfléchir, aux techniciens, on n'est plus en écoute des gens qui ont un projet pour l'intérêt commun. On est là simplement en disant « est-ce que vous êtes capables de faire une loi » ? Ce n'est pas la question ! Il y a dans la salle des juristes qui le feront des millions de fois mieux que les élus. Nous (les élus) = le projet politique, collectif, le but, le sens, faire adhérer les gens à une envie et que derrière on paye des techniciens pour mettre en œuvre cette ambition.

Revenons aux fondamentaux : donnons du sens à la politique et donnons les moyens aux gens de pouvoir la mettre en œuvre et de pouvoir s'investir dans cette vie. Je suis frustré que les gens soient exclus du débat et exclus de cette volonté qu'ils peuvent avoir de s'investir pour les autres.

- Jean-Louis (acteur associatif) : Un bon homme ou femme politique c'est quelqu'un qui va porter des idées. Et depuis quelques dizaines d'années on a surtout des élus, notamment présidentiel qui sont élus par défaut. Aujourd'hui les gens ne votent plus parce qu'ils ne se reconnaissent plus dans ce type de politique. A chaque fois que l'on vote, on a l'impression que cette fois-ci ce sera différent, et c'est la promesse qu'avait fait E. Macron et finalement on se rend compte qu'il pratique la même politique que ces prédécesseurs. Moi ce qui me gêne c'est de voir qu'il y a très peu d'élus présents à l'assemblée, ça ça devrait être obligatoire. La présence et le vote.
- Hélène (ex éducation nationale, employée communale, médiathèque...) : Pour qu'une démocratie fonctionne il faut que les gens s'entendent et arrêtent de se critiquer. J'ai été journaliste pendant dix ans, et j'ai essayé énormément de critiques, les maires tous pourris, les élus tous pourris. Aujourd'hui ce n'est pas le travail des gens qui est ciblé, mais l'étiquette et finalement on se rend compte que tout le monde se déteste. Notamment concernant le racisme, en Corse ma nièce étant métisse a essayé énormément de remarques racistes et elle a mis dix ans avant de revenir. Elle a réussi très bien sa vie en Angleterre, là-bas on ne lui parle pas de sa religion (qu'elle n'a pas), de sa couleur de peau. Ce que je constate cette méfiance qu'on a tous les uns envers les autres me désespère. Parlons-nous et arrêtons de penser que celui qui est en face de nous est un con, est un vilain gilet jaune. Continuons à parler, mais pas que dans des réunions comme celles-ci, la parole doit être reprise par tous, partout.
- Robert (citoyen) : Qu'est-ce que vous pensez de la double nationalité? Sans être éclairé sur la question j'ai l'impression qu'elle sert aux gens à se dédouaner de leur devoir et à profiter des avantages de notre société? Il y a un mot qui résume le mal de notre société « respect » qui brille par son absence.
- Citoyen : personnellement je suis fier de mon père qui a fait la 1<sup>ère</sup> et la seconde guerre mondiale, avec les français, les corses et tous les gens d'Afrique du Nord. Il a fait la première guerre, Verdun, Monte Casino, il ne faut pas oublier.

#### Elus : rôle, nombre..

- Jean-Michel (ancien élu) : Le nombre de députés : plutôt pour les diminuer, car ils sont des élus de la nation et non élus localement. Si on diminue le nombre de députés la représentation locale est d'autant diminuée.
- Christian (citoyen) : Une fois que la loi est votée, personne ne vient nous expliquer le contenu de la loi, qui nous l'explique? La presse. C'est nul.  
Proposition : les députés doivent passer un peu de leur temps, à venir expliquer les lois qui sont votées.
- Daniel (élu) : en tant qu'élu je pense qu'il ne faut pas réduire le nombre d'élus. Il faut surtout surveiller leurs dépenses, les notes de frais (restaurants, taxis) qui couvrent des besoins personnels, des repas en famille le week-end ce n'est pas normal. Pareil à l'échelle des collectivités etc.  
D'autre part, les petits élus (maires) ne coûtent pas très cher à la nation, les indemnités sont toutes petites pour les maires de petites communes comme moi alors que le rôle est primordial. Réduire leur nombre ne changerait pas grand-chose au budget mais changerait tout pour les citoyens.
- Militant syndical et ex élu : s'il n'y a pas de proximité entre l'élu et les citoyens, on va à l'échec. Il est important de redéfinir le rôle des élus et non pas leur nombre, leur présence à l'assemblée ou non.
- Mme la Députée : Sur la présence des députés à l'assemblée : par exemple je ne suis pas à l'assemblée parce que je suis là, je travaille mais cela ne se voit pas.  
Il y a une méconnaissance sur les rôles de chacun et notamment le travail d'un député, ce n'est pas juste d'être à l'assemblée pour voter des lois. J'y suis quand j'ai des textes qui sont importants pour ma circonscription ou sur des textes auxquels j'ai participé, sinon non. Je suis soit en circonscription, soit en réunion... Il y a tout un travail qui se fait qui n'est pas visible.

Par contre est ce qu'il faut réfléchir au travail du parlementaire et est ce qu'il colle encore à la réalité, c'est un vrai sujet. On voit qu'il y a des attentes différentes, certains pensent qu'il faut baisser le nombre de députés, d'autres non.

Par exemple si on baisse le nombre de députés, il faudra des circonscriptions avec environ 90000 habitants en plus, résultat, ce seraient des élus que vous ne verrez plus et qui seraient déconnectés du territoire. Je pourrais être pour réduire le nombre de parlementaires mais si cela induit, moins de terrain je ne pense pas que ce soit une solution. Quand on parle de supprimer des parlementaires pour faire des économies et qu'en parallèle on doit recruter plus de collaborateurs pour qu'ils soient sur le terrain à votre place il n'y aura aucune économie faite. Il faut trouver le juste équilibre.

On est dans un des pays au monde ou on a la plus belle démocratie qui soit, ou les français peuvent directement s'exprimer pour élire leur maire, leurs conseillers départementaux, régionaux, députés, et président de la république. On devrait tous se battre pour la préserver plutôt que de la critiquer.

Lorsque nous sommes arrivés au gouvernement, nous avons appris qu'en un seul mandat de 5 ans nous avons droit à 800€ de plus à la retraite, le train à vie gratuit en 1<sup>ère</sup> classe, une enveloppe de 5600€ par mois pour nos frais sans aucune demande de justificatif, non imposable. La 1<sup>ère</sup> loi que nous avons fait voter en arrivant, de notre propre chef: mettre le régime de retraite des députés au niveau de l'ensemble des français, supprimer les avantages des transports des anciens et faire qu'on justifie l'ensemble de nos dépenses. Quand on dit les élus sont des élites, ce n'est pas vrai. Le titre est important mais individuellement parlant ce n'est pas vrai.

- Jean-Baptiste (élu) : Je milite depuis toujours pour qu'il y ait un véritable statut de l'élu, qui permette à toutes et tous de s'engager dans la vie publique qu'on préserve le temps de leur fonction, de leur activité. Qu'on ne soit pas là pour gagner de l'argent mais pour apporter sa pierre à une œuvre collective et faire qu'à la sortie on puisse reconstruire sa carrière professionnelle, qu'elle ait pu avoir été mise en parenthèse. Ce manque de possibilité d'engagement dans la vie publique est cirant et important.

## CONTRIBUTIONS SUR LE THEME : CENTRALISATION ET CONSTITUTION

- Joseph-Antoine (citoyen) : il y a un sujet qui est prépondérant en Corse et qui n'est pas remonté : c'est la centralisation du pouvoir. La majorité de la population Corse a voté pour ça, je pense que c'est important de faire remonter les problèmes de tout le peuple Corse, et comme cela a été voté, j'aimerais savoir quand cela sera adopté, quand on commencera à en discuter sans tabou, partout et pour toutes les régions ?
- Laetitia (LaRem) : et concernant la révision constitutionnelle ?
- Réponse de Mme la Députée : elle devait avoir lieu au mois de juillet, l'affaire Benalla a chamboulé le calendrier donc la réforme de la constitution a été reportée. Faire une réforme de la constitution en plein débat cela n'a pas de sens étant donné qu'il va ressortir des choses à ce sujet pendant le GDN donc le président s'y est engagé et il le fera, après le grand débat on attaque la réforme de la constitution. Avec ou pas le vote blanc, la suppression d'un nombre de parlementaires etc.
- Laetitia (LaRem) : et l'inscription de la Corse dans la constitution ? C'est ce qui va ouvrir la voie à la décentralisation.
- Jean-Baptiste (élu) : ce qui a été reconnu c'est trois statuts qui ont été donné à la Corse par des gouvernements de gauche, un quatrième qui est actuellement mis en œuvre et à chaque fois qu'il y a eu des avancées institutionnelles pour l'île, cela a toujours été donné par les mêmes majorités. Donc il faut peut-être en avoir conscience, que l'écoute il y a pu avoir entre la population de l'île et le pouvoir centralisateur a toujours a pu se faire que à travers certains gouvernements qui ont été capables de proposer des solutions.

Il y a aujourd'hui une majorité nationaliste, territoriale qui a été élue par le peuple, qui a toute sa légitimité. De façon très majoritaire les représentants de l'assemblée de Corse sont issus de la mouvance nationaliste (des autonomistes, aux indépendantistes), le peuple a souhaité porter aux responsabilités les valeurs qui étaient véhiculées par cette liste. Personnellement je suis attaché au fait que la Corse reste dans la France métropolitaine et c'est un choix que j'assume et pour autant je suis un très grand décentralisateur. Je pense que toutes les décisions qui peuvent se faire par subsidiarité doivent se faire au plus près de chaque strate et chaque strate doit avoir les moyens de donner son avis sur ce pourquoi il a les compétences.

Par exemple j'ai œuvré pour la suppression du conseil général qui est devenu le conseil départemental, parce que pour un territoire de 300 000 habitants avoir autant de strates différentes, de moyens de décision et surtout la possibilité d'avoir un levier en termes d'impôts et d'emplois on asphyxiait totalement la vie publique et collective.

A contrario quand on est un véritable décentralisateur, autonomiste il ne faut pas que la relation avec le national soit conçue comme ça, on ne peut pas être autonomiste à Paris et Jacobin quand on arrive à l'assemblée de Corse. C'est le reproche que je ferais à la majorité actuelle, maîtrisant la strate régionale ils souhaitent que la totalité des décisions, et même des décisions de strates « inférieures », comme les communes, soient remontées et se substituent aux collectivités locales. C'est antinomique, ou on est pour un état décentralisateur et une région décentralisatrice ou alors on accepte qu'on puisse avoir un pouvoir plus centralisateur. C'est ce qui me gêne aujourd'hui dans l'appréhension de la démocratie et l'appréhension de la mémoire collective qu'on doit avoir de notre île.

Plus il y a décentralisation, plus il y a de compétences plus il doit y avoir de contrôles. On doit se mettre d'accord sur des contrôles qui soient coercitifs, avec des alertes quand les municipalités sont dans le faux et des ratios qui soient lisibles et entendables.

## CONCLUSION ET ENSEIGNEMENTS

- Reconnaître le vote blanc, oui, mais avec un taux très important.
- Ne pas rendre le vote obligatoire mais donner envie de voter par l'apprentissage.
- Eduquer la jeunesse à la citoyenneté, lui donner la parole et l'écouter
- Majoritairement pour la proportionnelle.
- Mieux inclure la population dans les choix politiques et mieux informer la population de ces choix.
- Sentiment de non écoute et de non prise en compte des choix politiques par la population
- Immigration : aider les pays pauvres à se développer pour lutter contre l'immigration en Europe.
- Empêcher la montée des extrêmes en prenant en compte les besoins urgents de notre population en souffrance
- Permettre à tout un chacun de faire partie de la vie politique, avec un statut de l' élu.
- Ne pas forcément réduire le nombre d'élus mais redéfinir leur rôle et leur imposer plus de lien avec la population.